

pressions à la hausse sur les coûts de main-d'oeuvre dans l'agriculture, abaissant ainsi la rentabilité de ce secteur. La baisse de compétitivité à l'échelle internationale qui en découle nuit aux résultats à l'exportation et, ce faisant, à la croissance économique. En fait, un Occasional Paper du FMI²¹ note que l'aide peut créer un cercle vicieux caractérisé par des mauvais résultats à l'exportation et une dépendance à l'égard de l'aide. Toutefois, une entrée d'aide étrangère n'est pas nécessairement indésirable, et souvent ne l'est pas. L'aide étrangère peut aussi avoir des effets bénéfiques si elle contribue au développement de l'infrastructure économique et sociale, s'ajoutant ainsi aux activités du secteur privé. Pour que l'aide étrangère soit bénéfique, il faut que ses effets positifs l'emportent sur ses effets indésirables.

Au niveau micro-économique, l'aide étrangère devrait influencer sur le choix des individus entre loisirs et travail et, donc, sur l'épargne intérieure. En général, l'aide permet aux individus de maintenir un niveau de revenu et de consommation donné sans avoir à offrir le même nombre d'heures de travail (effort) qu'avant son arrivée. Autrement dit, l'aide peut abaisser le coût d'option du travail, ce qui encourage les agents économiques à remplacer des efforts de travail par des loisirs. Cet effet potentiellement défavorable de l'aide sur l'épargne intérieure serait plus prononcé si dans le pays on pensait que l'aide étrangère allait toujours continuer d'arriver. Toutefois, si au niveau macro-économique l'aide devait aider au développement de l'infrastructure sociale et physique — en favorisant l'emploi et en élevant la productivité de la main-d'oeuvre et du capital physique — le revenu réel augmenterait. Donc, en élevant potentiellement le revenu réel, l'aide peut favoriser l'épargne intérieure. Par conséquent, l'effet direct de l'aide étrangère sur l'épargne intérieure peut être négatif, mais l'effet indirect pourrait être positif.

Étant donné la diversité des hypothèses qui peuvent être faites au sujet de l'apport de l'aide à l'épargne, à l'investissement et à la croissance, quelles leçons peut-on tirer de la nouvelle théorie de la croissance? La réponse semble résider dans l'investissement et dans l'aide à l'éducation et l'aide technique.

²¹ Michael T. Hadjimichael, et coll., « Sub-Saharan Africa: Growth Savings and Investment, 1986-93 », FMI, *Occasional Paper 118*, janvier 1995.